

Pas encore jugés, mais condamnés par les médias

Des présumés bandits, voleurs ou braconniers, civils ou militaires, sont régulièrement présentés comme des coupables par les médias alors qu'ils n'ont pas été encore jugés.

Des présentations qui violent leurs droits et sont interdites par la loi.

Cinq hommes en tenue militaire ont été présentés à la presse mardi 23 août par le Commandant de la 9^e région militaire comme étant des Congolais qui se feraient "passer pour des militaires de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), pour créer la panique et piller la population", dans le territoire de Niangara. Une semaine plus tôt, six présumés braconniers avec des effets militaires ont été exposés lors des parades militaires au camp Ketele. Ainsi, près d'une quinzaine de personnes arrêtées dans la ville et à l'intérieur de la province ont été montrées depuis le début de l'année. Il arrive que le Maire, le service des renseignements, la police et autres fassent de même pour des gens qu'ils estiment troubler l'ordre public. Ces derniers temps, ces exhibitions des accusés sont de plus en plus relayées par les médias boyomais fournies en dépêches par la direction de la presse militaire ou lors des points de presse. "...X a présenté des inciviques... des hors-la-loi, des coupeurs de route... ceux qui sèment la désolation dans Y village...", entend-on ainsi dans les radios et télévisions où leurs noms, âges et adresses voire leurs visages sont parfois précisés. Pourtant, selon la loi "toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie."

Violation des droits

Cette pratique suscite ainsi des débats. Kakwa, Ier Substitut du Procureur, estime que "quand on montre une personne armée à la main, c'est un message qu'on envoie à la population comme si ces faits étaient déjà établis". Un avis que partage l'Auditeur de garnison de Kisangani qui soutient que l'on ne devrait montrer un accusé qu'après la décision du tribunal, "mais, les usages, les habitudes prouvent que ça ne pose pas un problème de montrer le visage des prévenus dans les médias". Richard Bangala, avocat et ancien magistrat militaire abonde dans le même sens, mais précise que cela n'est pas prévu dans les statuts de l'armée. Toutefois, "ces diffusions visent à décourager ceux qui violent la discipline militaire", interpelle-t-il. Pour le Iersubstitut du Procureur de la République, "c'est une façon pour l'armée de montrer qu'elle fait bien son travail", opine-t-il.

Pour J-P Serge Bopengo, juge au tribunal de grande instance de Kisangani, présenter ces personnes aux médias est "une violation des droits à la présomption d'innocence, à l'image,...". Le code d'éthique et déontologie du journaliste congolais prône que "le droit de la personne de protéger sa

réputation et son intégrité doit être respecté" pour ne pas tomber dans un délit de presse. D'après Alexis Dunia, Coordonnateur adjoint du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC ex-HAM), le problème est que les journalistes se contentent des informations officielles. "Ils ne sont pas obligés de diffuser fidèlement ces propos ou ces images...", a-t-il lâché.

Respecter les règles du métier

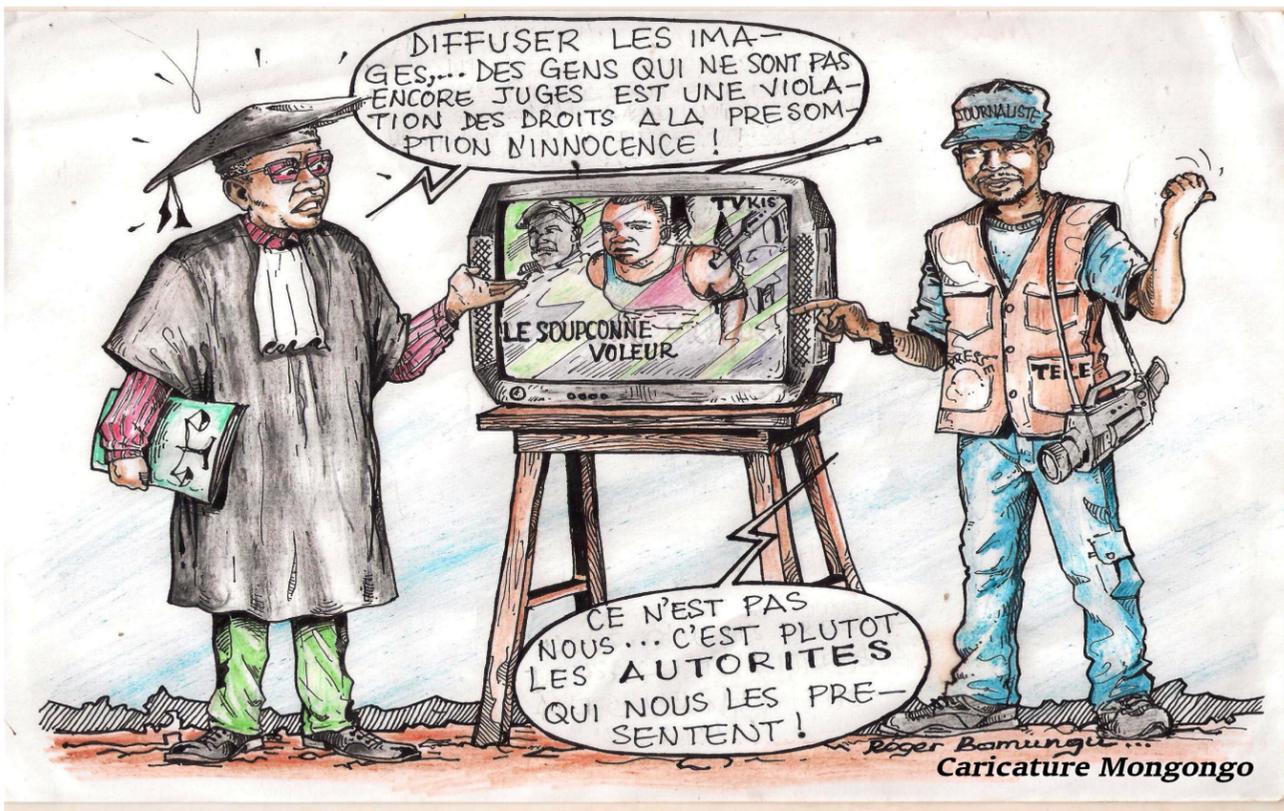
"Nous traitons ces dépêches et ces images du point de vue forme seulement", témoigne François Okonda, rédacteur en chef à télévision nationale/Kisangani. "On évite d'appliquer la rigueur sur le fond comme pour d'autres informations de peur de toucher au secret défense", a-t-il confié. Bien que connue, la disposition du Code des journalistes ne s'interprète pas de la même façon dans la profession. Nombreux sont ceux qui estiment se limiter aux faits. "Citer les noms n'est pas un problème tant qu'on précise la source d'information", avance Vava Chikaka, rédacteur en chef à Radiotélévision Amani.

"Nous prenons la précaution d'utiliser le conditionnel, de ne pas citer les noms, car ces gens ne sont pas encore condamnés", assure, lui, Jacques Mukonkole, secrétaire de rédaction à la radio Okapi. Le risque, c'est de stigmatiser des personnes dont la culpabilité n'a pas encore été prouvée ajoute le juge Bopengo. "Après le procès, elles peuvent être acquittées

puis ouvrir une action judiciaire contre ceux qui ont sali leur réputation pour diffamation ou imputation dommageable", met-il en garde. La sanction touche alors tous ceux qui sont impliqués : le présentateur du journal ou le rédacteur de l'article, le preneur des vues ou sons (8 jours à un an de prison ou amende), le média (dommages et intérêts) et celui qui les présente. Selon le greffe de l'auditorat parmi tous ces inculpés, certains sont, en effet, acquittés après procès.

Pour l'heure, le sujet est tabou dans la profession voire à l'organe de régulation, inactif depuis quatre ans déjà. Mais "le mieux c'est de respecter les règles du métier", recommande Alexis Dunia.

Trésor Boyongo



A LIRE EN PAGE...

- 1 - Pas encore jugés, mais condamnés par les médias
- Les plénières peinent à se tenir faute de députés

- 2 - Les travaux de voirie attendu mais gênant
- ÉCHOS DE PROVINCE

- 3 - Sport/Des équipes sans le sou et sans organisation
- Publi-reportage FSRDC
- LA VILLE EN BREF

- 4 - Naino basambi te, bakitisi bango o likambo o boso bwa bapanzi sango
- Mchezo wa kabumbu : équipes zimekosa franka na uongozi bora

Assemblée provinciale

Les plénières peinent à se tenir faute de députés



Depuis le 15 juillet, date de l'ouverture de la session parlementaire, plusieurs plénières ont été reportées faute de quorum. Sur 10 plénières convoquées jusqu'au 25 août, 9 ont connu moins de 50 parlementaires. Selon l'un des attachés de presse de cette assemblée, les plénières se tiennent sans quorum avec des arrangements entre députés, contrairement au règlement d'ordre intérieur.

Seule la séance du 9 août a totalisé 50 députés présents. C'était une séance à huis clos, en présence du gouverneur invité au cours de laquelle, chaque élu a reçu 1500\$. "C'est

le premier acompte de notre indemnité de sortie qui s'élèverait entre 13 000 et 18 000 \$", déclare un député de la majorité.

Barthélemy Moyonga, président de la commission politique, administrative et juridique de l'Assemblée provinciale, les députés ne devraient pas être comme des salariés payés au mois mais devraient percevoir un jeton de présence à chaque plénière.

Selon la RTNC captée le samedi 27 août, le président de l'Assemblée provinciale a indiqué que les députés sont dans leurs bases pour préparer les élections. L'honorable Philippe Masikini rappelle à ses collègues que leur mandat est encore en cours et que cette session doit aborder beaucoup des questions clefs en rapport avec le fonctionnement de la province. Notamment le contrôle de l'exécution du budget de la province pour le second semestre de l'année 2010, le contrôle de la direction des recettes sur les engins roulants du gouvernement provincial. "La raison profonde est plutôt liée à une démotivation des députés qui accusent environ 12 mois d'arriérés d'émoluments depuis le début de cette législature", affirme un député de la majorité.

La Rédaction

Les travaux de voirie attendus mais gênants

Très attendu, l'asphaltage des rues de la ville cause cependant des soucis à certains habitants, gênés par les caniveaux en cours de construction ou dont les maisons sont fragilisées, voir démolies quand elles ne respectent pas les normes. Les Boyomais se plaignent aussi de la lenteur des travaux exécutés en grande partie manuellement.

Six mois après le lancement des travaux de l'asphaltage de la voirie urbaine, le 14 mars, seuls les grands caniveaux ont été creusés et maçonnés le long des 12 km de routes prévus lors de la première phase. Les habitants qui se félicitaient de cette initiative, doutent que les travaux soient finis en un an comme l'avait annoncé le conseiller du chef de l'Etat en matière d'infrastructure, Kimbembe Mazunga.

Ceux qui habitent le long des routes en travaux sont les plus impatients de les voir avancer. Depuis que les caniveaux ont été creusés, ils ont du mal à accéder à leur maison. Les caniveaux de près d'un 1,50 m de large barrent le passage. Certains habitants sont obligés de déboursier 10 à 20 \$ pour trouver des planches afin de faciliter l'accès. "J'ai passé trois semaines sans sortir ma moto" déclare Alpha, habitant le boulevard Lumumba.



Un caniveau en construction à moins d'un mètre des maisons d'habitation sur la route TP © Mongongo

Sur la route TP, certaines maisons construites le long de la route n'avaient pas respecté les normes urbanistiques qui prévoient de 2 à 3 m la distance entre la route et les murs de la maison. Le caniveau tracé juste au ras des murs de ces maisons d'habitation fragilise les fondations qui cèdent. Entre la 15e et 12e avenues Kabondo, quatre murs sont tombés. Conscients d'être en faute, les propriétaires les arrangent sans beaucoup se plaindre. "Nous ne pouvons rien. Le sol et le sous sol appartiennent à l'Etat", déclare une victime. Dans certains endroits, pour éviter le pire, les Chinois qui exécutent ces travaux remplissent des sacs de sable pour soutenir les fondations à risque, à la grande satisfaction des propriétaires. "Ils m'ont rendu ce service gratuitement", témoigne souriante, une quadragénaire. Plus de 40 maisons seront détruites lors du traçage des canaux et plus ou

moins 500 autres seront affectés lors de la mise en place de l'éclairage public. Les lampadaires seront placés à deux mètres de part et d'autre de la route. Seuls les propriétaires des maisons qui ont obtenu des titres légaux de propriété seront indemnisés. Sur la route TP, trois maisons sont déjà détruites et les propriétaires attendent avec impatience la suite qui leur sera réservée, une dizaine de kiosques et un petit marché ont été déplacés.

Lenteur des travaux

Une grande partie du travail se fait manuellement. Comme sur le boulevard Lumumba dans la commune Makiso, où les techniciens construisent des caniveaux avec des moellons sur près de 500 m du collège Maele au coin Pendeza. Là, le sable couvre la couche de béton là où le travail prend

du retard. "C'est un double travail lors de la construction", témoigne Roger, un aide maçon ou tous travaux (TT) comme on les appelle communément. Sur le site de T.P. par contre, les travaux avancent plus vite car les machines sont intervenues pour creuser le caniveau. "Ils ne réalisent que 5 à 10 mètres par jour" déclare Félix Mukindo, un habitant de la 17e avenue Kabondo.

Selon un agent de l'Office des Voiries et Drainage, l'effectif de 200 personnes que La société Zhengwei Technique Coopération emploie ne permet pas d'aller plus vite.

Pourtant les travailleurs prestent au delà des heures prévues (7h à 17h) sans être payés pour les heures supplémentaires. "Nous ne pouvons pas réclamer de peur que l'on soit remplacé" déclare un TT. "Les techniciens (maçons) touchent 4 \$ par jour et les aides maçons 3 \$." La rémunération ne correspond pas au travail rendu. "Nous travaillons sans repos et nous ne mangeons pas à notre faim. Et à midi, chacun mange une chigwange et une cuillère de haricot. Le

même goût chaque jour", témoigne Maurice, un TT. Contacté, un ingénieur Chinois affirme que la rémunération correspond au salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) de la RDC.

A ces difficultés, il faut ajouter la baisse des eaux du fleuve Congo qui ne facilite pas la navigation rapide des bateaux de Kinshasa à Kisangani pour l'approvisionnement en matériaux : ciments, barres de fers, véhicules compacteurs, niveleuses, etc. "Le bateau met deux mois au lieu d'un normalement. Nous avons eu les matériaux deux mois après le lancement de travaux" témoigne un ingénieur congolais. En juin dernier, le gouverneur de province a interpellé l'entreprise chinoise à accélérer les travaux.

Christian Uzilo

ECHOS DE PROVINCE

Isangi : les politiciens s'appuient sur les Eglises et les associations.

En août, plus de dix rencontres entre les politiciens, les Eglises et les associations ont eu lieu dans le territoire d'Isangi (125 km) en aval du fleuve. Plus de 35 associations de jeunes, de femmes, des Ong ainsi que les Eglises de Réveil et protestantes ont pris part à la rencontre du 23 août organisée à la mission protestante par le Rassemblement congolais des associations qui soutiennent les actions de Joseph Kabila (RCAJK). Il a été demandé à chaque association de s'inscrire au RCAJK pour pouvoir bénéficier de financements pour leurs projets. Cette plateforme est dirigée localement par le pasteur d'une Eglise. L'inspecteur du service de développement rural a exhorté les participants de saisir cette opportunité car, les associations ont du mal à trouver de financements localement. "Notre action est politique, sensibiliser vos bases à voter Joseph Kabila", a dit l'un des délégués venus de Kisangani.

Pourquoi venir seulement en cette période, et pourquoi passer par les Eglises a demandé le conseiller du bureau de coordination de la Société civile. Selon un habitant, les promesses des politiques viennent toujours fragiliser les efforts des associations à Isangi. Comme l'association "Les amis de cinq chantier" qui a disparu quelque temps après sa création faute de financement.

Les rares partis d'opposition essaient de faire quelque chose. Ainsi l'Union pour la Nation a fait la restitution des travaux de leur congrès tenu à Kinshasa. Dans la salle, on a remarqué quelques responsables des associations et des Eglises. Jérémie Imomola, le président de la société civile a déclaré lui, le 27 août lors d'une rencontre "qu'on ne doit pas être à la fois de la société civile et faire de la politique". Une sensibilisation est faite à la Radio Télévision Bondeko d'Isangi sur le caractère apolitique des associations. "Nous ne devons pas perdre notre personnalité parce que les politiciens nous amènent l'argent", a dit Thérèse Bolekelaka de la société civile dans une émission radio.

Joseph Basay

Bunia : l'argent de la route doit servir à l'entretenir

17 au 23 août : grève des commerçants de Bunia mécontents du mauvais état des axes routiers Bunia-Mahagi (environ 200 km) en réhabilitation où des bourbiers disséminés rendent la tâche difficile aux camionneurs et Bunia Kasenyi (55 km au sud-est) qui mène vers le lac Albert. Même les stations d'essence ont fermé. Les commerçants dénoncent le fait que les recettes perçues par Foner, le Fonds national d'entretien routier, depuis deux ans ne sont pas utilisés dans des tra-

voux de réhabilitation des routes locales. Ils exigeaient aussi la libération des camions retenus par le Foner et le service d'hygiène aux frontières car ils refusent de payer les taxes dues à ces services. Les autorités de l'administration locale ont craint que ce mécontentement crée une tension sociale déjà perceptible au sein de la population locale, surtout en cette période préélectorale. Le 24 août le ministre provincial des Travaux publics de la province Orientale est arrivée avec 500 mille \$ débloqué par le Foner uniquement pour les travaux de réfection de l'axe réfection Bunia-Mahagi. Selon le ministre Raymond Tchedia, le montant global pour réhabiliter ces deux axes routiers est estimé à 2 millions de dollars.

Serge César Ndahora

Ubundu : grogne à l'entreprise Lobi Congo

Une bagarre a éclaté le 18 août au point kilométrique 112 sur la route Ubundu entre les éléments de la police nationale congolaise et les ouvriers de la société Lobi Congo qui exploite l'hévéa. Selon Kagolo, représentant des ouvriers, ils s'opposent à la mesure interdisant le mélange de la sève d'hévéa avec un peu d'eau comme ils le faisaient avec l'ancien chef de l'entreprise sur place. L'agent envoyé pour enregistrer la quantité d'hévéa extrait a refusé de prendre la sève, sur instruction du nouveau responsable resté à Ubundu. Il a déversé l'hévéa par terre ce qui a suscité la colère des ouvriers, affirme Kagolo. A l'arrivée des policiers en provenance d'Ubundu sur demande de Lobi Congo, une dispute généralisée a surgi faisant des blessés dans les deux camps, notamment le responsable de Lobi Congo qui a perdu une dent conduit à l'hôpital par les ouvriers soutenus par d'autres habitants de ce village en colère.

Fidèle Lutula

Isiro : gestion équitable des minerais dans le haut et bas Uele

Du 17 au 23 août s'est tenu à Isiro les états généraux de l'exploitation des ressources minières dans le bassin de l'Uele organisés par l'Université de l'Uele avec l'appui de l'Union Européenne à l'intention des autorités politico-administratives, des chefs coutumiers, parlementaires, de la société civile, des exploitants miniers artisanaux et industriels. Au terme de ces assises il a été décidé la création des comités de concertation permanents entre la communauté locale et les exploitants dans chaque foyer minier ainsi que la réhabilitation des routes, hôpitaux et écoles dans les foyers miniers. Car ce que les entreprises font jusque là n'est pas significatifs.

Richard Tandro

Sport

Des équipes sans le sou et sans organisation

Les équipes de football qui naissent dans la ville, manquent d'organisation solide et de moyens financiers pour être professionnelles. Les joueurs ne vivent pas de leur travail. Une refonte du système s'impose.

Nous avons effectué trois voyages avec les filles sans frais de mission”, regrette Pépé Lisungi, vice-président de l'Entente urbaine de football féminin qui a conduit en juillet dernier la délégation de la Province Orientale à Goma pour le championnat national de la spécialité. Le gouverneur de province a payé le billet d'avion aller. Sur place, la Fondation Darwezi (Fondes) a financé le logement, la restauration et la prime des joueuses pendant deux semaines.

Après le championnat, le calvaire de l'équipe a commencé. Il n'y a pas de billet retour. L'équipe passe douze jours d'attente. “On mangeait cinq gobelets de haricot et 10 de riz pour 20 personnes. Nous dormions dans deux salles de classe de l'Institut technique de Goma pour 20\$”, explique avec amertume une joueuse. C'est grâce au tapage médiatique sur l'abandon de l'équipe que le gouverneur et la Fondes paieront une fois de plus le billet de retour.

Ce spectacle est habituel lorsque les sportifs de Kisanгани se déplacent pour des compétitions nationales. Ces équipes de football surtout ne bénéficient que de dons ponctuels du gouvernement provincial et de particuliers. “Le gouvernement provincial a remis 50 000\$ à T.S. Malekesa et 10 000\$ à AS. Nika en avril dernier”, affirme Modeste Kazine, ancien directeur de cabinet du ministre provincial des Sports. Ces deux grandes équipes qui reçoivent souvent des dons des politiques, les autres se débrouillent.

D'autres maux rongent le foot. “Certains dirigeants des organes de foot sont partiaux dans l'application

des règles. Les arbitres se laissent aider par les dirigeants de clubs, ce qui les expose à la partialité sur le terrain. Le championnat commence toujours en retard, et connaît difficilement une issue heureuse. La violence dans le stade”, explique le docteur Kabemba, président de l'Entente urbaine de football. Le chef de bureau urbain des sports y ajoute la méconnaissance des textes qui régissent le foot.

Des équipes peu organisées

Le match du 17 août, le gouverneur a également supporté Malekesa pour le grand derby qui a opposé cette équipe au Tout puissant Mazembe. “C'est le gouverneur qui a tout payé, mais on ne connaît pas le montant réel. On n'a pas de salaire, ni un contrat comme l'exige la Fédération congolaise de football association (FECOFA), seuls les aumônes nous font vivre”, déclare Fali Lianga capitaine de Malekesa. Ces équipes n'assurent pas une gestion administrative et financière rigoureuse des rares ressources disponibles. La traçabilité des fonds fait défaut même pour le transfert des joueurs. C'est souvent l'affaire d'un seul homme qui donne de sa poche.

Les clubs de football sont des associations qui doivent avoir un “comité viable avec des statuts et règlement d'ordre intérieur. Ils doivent respecter les lois qui régissent le foot (FIFA, FECOFA...),” explique le chef de bureau urbain des sports et loisirs, Martin Kandeke. Ailleurs, les clubs sont des sociétés commerciales.

Les joueurs vivent de 70% des recettes des matchs mais elles sont maigres car beaucoup de spectateurs

fraudent ou entrent gratuitement. Les fanatiques ne cotisent pas mais prétendent mourir pour leurs équipes !

Manque de dirigeants et de sponsors

“Nous n'avons pas de sponsors. Nous vivons des maigres cotisations des membres du comité, des dons des hommes politiques et du gouvernement provincial. Des aides qui nous arrivent souvent quelques minutes avant le match”, déplore Fali Lianga. Aucune discipline sportive n'est sponsorisée. La déconfiture des entreprises locales pourrait être la raison. La Sorgerie et la Sotexki, des entreprises qui soutenaient respectivement une équipe de basket et de foot ne tournent plus. La BELTEXCO organise de temps en temps des courses de vélos.

“Nous avons vu les joueurs de Racing Club de Kinshasa avec l'insigne de Raw Bank, pourquoi pas chez nous”, s'interroge certains joueurs de Malekesa. “Ailleurs influence les nouveaux investisseurs à soutenir le sport”, regrette un ancien secrétaire de l'Eufkis. Le responsable d'une entreprise explique que la décision ne doit venir que de Kinshasa du siège national et un autre souligne que cette pratique naît dans un milieu où les entreprises se font la concurrence.

“La ville dispose de plus de 10 stades municipaux qui produisent des talents qui fanent. Par manque d'encadrement”, se désole l'entraîneur du C.S Makiso. La Province Orientale n'a jamais remporté une coupe de football.

Hortense Basea

LA VILLE EN BREF

CENI : pas encore de dépôt de candidatures

Du 18 au 29 août plus de 200 formulaires de candidatures ont été retirés au bureau de la CENI par les responsables de 43 partis politiques. Les grands partis politiques de la majorité ne se sont pas encore présentés. Mais ceux de l'opposition,

notamment UDPS, MLC et plus de 100 fiches par les indépendants. Mais, pour l'instant, pas une seule candidature n'a été déposée. Certains semblent avoir du mal à comprendre comment constituer leur dossier, en dépit des explications fournies et la remise d'un guide du candidat. La CENI insiste sur la clarté des photos passeport qui sera mise sur le bulletin de vote. L'original des diplômes certifié par le notaire ou le maire de la ville, soit par l'administrateur du territoire ou son délégué est aussi impératif. Les candidats risquent de se bousculer les derniers

jours pour déposer leurs dossiers qui seront alors examinés dans la précipitation. Selon les deux agents du ministère de l'Intérieur et de la DGRAD commis à la CENI jusqu'au 29 août 25 candidatures ont retiré la note de perception afin d'aller payer en banque leur caution de 250 000 \$.

Fixation des frais scolaire 2011-2012, les enseignants menacent de grever

17 août, le gouverneur de province Médard AUTSAI, a fixé les frais scolaires pour cette année : 1500 fc. À l'école maternelle et primaire, 2.500 fc. À l'école secondaire général et normale. Pour les écoles techniques, commerciales et sociales, ils sont fixés à 3.000 fc, dans les écoles professionnelles à 4.500 fc. Ces frais, ne concernent pas les classes de 1ère, 2ème, 3ème, et 4ème primaires

publiques mécanisées. Ils sont perçus au cours du 1^{er} trimestre.

Tout autre frais nécessaire au fonctionnement de l'école, non prévu par cette décision, doit être soumis à l'approbation de l'assemblée générale des parents d'élèves et obtenir l'autorisation de l'autorité politico-administrative du milieu. Tels que chef de chefferie ou secteur, administrateur du territoire, bourgmestre, commissaire de district ou Maire de la ville. Les Ecoles privées agréées opérationnelles doivent se conformer aux dispositions de la lettre, du 4 juillet 2010.

La synergie des syndicats des enseignants décrète une grève d'un mois à partir du 05 septembre jusqu'au 5 août 2011. Ceci ressort de l'assemblée générale tenue le dimanche 29 août au collège Maele. Les enseignants réclament l'application des accords de Mbudi qui fixent le salaire du huissier à 69\$, la paie des enseignants dont les noms figurent sur le listing depuis septembre 2010 et la généralisation de la gratuité de l'enseignement primaire (1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème}) aux écoles de Kinshasa et de Lubumbashi comme cela se fait dans d'autres provinces.

Sécurité

23 août : Le général Jean Claude Kifwa commandant 9ème région militaire présente à la presse cinq personnes (certains avec des habits militaires) comme “des Congolais qui se font passer pour des militaires de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) qui sème la désolation au Nord Est de la RDC, dans le territoire de Dungu”. La société civile et les Ong internationales imputent les massacres des populations, tueries, assassinats, viols massifs, rapt d'enfants, pillages à ces éléments de la LRA. Selon la société civile locale et nationale, les militaires des forces armées congolaises de la RDC n'en font pas assez pour mettre hors d'état de nuire les hommes de Joseph Koni. “La LRA n'existe plus comme structure militaire organisée. Ce sont des congolais qui jouent à la (LRA) pour piller et dévaliser leurs frères” estime le général Jean Claude Kifwa.



Publi-reportage

Le Fonds Social de la République renforce les mécanismes de lutte contre la corruption

Du 22 au 23 août, le Fonds Social de la République (FSRDC), a lancé la campagne de vulgarisation du plan anti-corruption. En effet, entre 2006 et 2010, cet organisme public, qui travaille avec le financement de la Banque Mondiale pour construire des écoles, des hôpitaux, bornes fontaines, marchés, petits ponts,... en faveur des communautés a fait face à de détournements importants de fonds par les ongs qui gagnent les marchés. De nombreux chantiers ou projets (44 dans tous les pays dont un à Kisanгани) sont inachevés alors que l'argent a été décaissé et les populations n'ont pas l'ouvrage attendu. Recrutement des entreprises sans compétences, des imitations des signatures, disparition de fonds par le président, lenteur dans l'exécution des travaux, passation de marché tronquée, des travaux bâclés trafic d'influence, ... sont autant d'actes et des conséquences qui ont accompagné l'exécution des certains sous projets. Certains responsables du Fonds social de la République ont été révoqués pour complicité ou complaisance dans la passation des marchés et la supervision des travaux. Les responsables de certaines ongs sont en justice. Pour éviter ces comportements, la Banque Mondiale a conditionné son financement additionnel par la lutte contre la corruption pour améliorer la gestion des ressources.

Ce plan anti-corruption oblige tous les acteurs non étatiques (ANE) et Entreprises à afficher devant leurs bureaux et dans les sites des sous projets, les informations essentielles (durée, montant, niveau d'exécution,...) sur le projet en exécution et les donner aux populations. Chaque trois mois, des journalistes réaliseront des reportages sur ces travaux. La population et les autres ongs sont appelés à y exercer un contrôle et informer le FSRDC en cas de problème. Ceci pour améliorer la visibilité et la transparence. Des audits internes et externes seront renforcés. Les partenaires doivent appliquer rigoureusement les manuels de procédure et tenir une comptabilité avec traçabilité. La conclusion de marché doit respecter les règles, la supervision rapprochée et des sanctions tomberont en cas de manquement. Selon le coordonnateur général du FSRDC Rufin Bo-Elongo, des Ongs qui n'ont aucun lien affectif avec les communautés bénéficiaires du lieu d'exécution n'arracheront plus des projets pour ces communautés. Une ong proche des populations se sent plus redevable.

Naino basambi te, bakitisi bango o likambo o boso bwa bapanzi nsango

Mikolo miye, bakomi kolakisa na bapanzi nsango ba Kisangani basoda na ba civil bafundami na makambo ma ngala, moyibi to koboma nyama ipekisami... epai mosusu bazali kopekisa makambo maye, epai mosusu bazali kobuka makoki ma bango. Kolakisa bato na lolenge loye epesi makanisi mingi ata lokola bitumbu bizali kopesama.

Bato batano balati sokoto balakisamaki mokolo mwa mibale mwa 23/08 o boso bwa bapanzi nsango na mokambi wa 9^{ème} région militaire. Bafundami te bazalaki konyokolo bato mpe bazwaki nkombo ya bantomboki ya LRA ya Soudan. Bazalaki kosala makambo mana na territoire ya Niangara. Liboso, Bato basusu motoba bazwamaki na sokoto mpe mandoki balakisamaki o bokutani bwa ba soda (parade) o camp Ketele. Bato koleka 15 basili kokangema na mobu moye. Se bongo moyangeli engumba, banongi, mpe pulusu bakosalaka na bato baye bakanisi te batiyi mobulu na mboka.

O mikolo miye bazali koyebisa o nzela ya bapanzi nsango bato bafundami. O radio okoyoka ndakisa : "Songolo alakisaki bato babe...babuki mibeko, babotoli... bazali koyokisa bato mposi o mboka pakala..." Bakolakisama polele mpe bakoyebisa ata bisika bazali kovanda. Manso makolobama lokola basoda bango mei bapesi nsango to lolenge bapanzi nsango bango moko bamoni.

Kobuka makoki to kosembola likambo ?

Wana ekomi kobete ntembe. Kakwa 1er substitut wa procureur alobi boye: "Kolakisa moto na mandoki ezali lolenge la kokebisa basusu mpe elakisi te manso malobami likolo lya bango ezali ya solo." Auditeur ya garnison ya Kisangani akanisi te bakoki kolakisa moto afundami bobele nsima ya ye kosamba; kasi bato bameseni kolakisa bilongi bya bato bafundami naino basambi te. Richard Bangala, Avocat mpe magistrat wa kala wa basoda alobi se bongo kasi abakisi te yango eyebani na mibeko ya basoda te nzokande basalaka yango mpo na kobangisa baye bazali kobuka mibeko ya basoda. Mpo na zuzi Serge Bopengo wa Grande Instance ya Kisangani, kolakisa bato bongo naino basambi te ezali mabe zambi akoki ntango mosusu kozala na likambo te. Mibeko mya bapanzi nsango ba ekolo Congo miyebisi te esengeli kobatela lokumu la moto. Mpo na Alexis Dunia, coordonnateur molandi wa conseil ya audiovisuel, nyoso wana ela-

kisi mikakatano bapanzi nsango bazali na yango mpo na kopesa nsango ndenge esengeli yango wana bazwaka se nsango iye epesameli bango. Bakoki kolakisa bilili bina te to koloba se lokola bayebisi bango. Mpo na 1er substitut wa procureur nyoso wana ezali politikiki mpo na kolakisa te basoda bazali kosala mosala malamau.

Botosi mibeko mya mosala

"Tobongisaka nsango ina se mwa moke", elobi François Okonda, Rédacteur en chef ya RtnC Kisangani. Tokoki kokoto na bozindo lokola tosalaka na nsango mosusu noki tobuka sekele ya bango te. Mingi batalaka bobele eloko moto asali to bamoni. Kotanga nkombo ya moto ezali mabe te soko oyebisani nani apesi yo nsango yango elobi Vava Tshikaka, rédacteur en chef ya Radio Amani.

Kasi tokoki kosakola nyoso te mpe kotanga nkombo ya bato naino bakati likambo lya bango te eyebisi Jacques Mukonkole, Secrétaire wa rédaction ya Radio Okapi. Mipasi monene ezali zambi bato bakokoma kolakisa bango misapi naino likambo lya bango likatemi te, elobi zuzi Bopengo. Soko balongi o likambo bakoki kofunda bato baye babesaki lokumu la bango. Etumbu epesamaka ngambo na ngambo : oyo asakoli nsango to oyo akomi yango na oyo awi bilili bazali na boloko ya mikolo 8 mpe kofuta lomande. Na auditorat bayebisi te kati na bato banso bana basusu balongaka na makambo bafundaki bango.

Mikolo miye, likambo liye lizali kolobama te ezala o mosala mwa bapanzi nsango ezala na bisika bakoyangelaka bapanzi nsango. Mipasi mingi zambi eleki mbula 4 bisika bakoyangela bapanzi nsango (organe de régulation) bizali lisusu kosala mosala mwa bango lisusu te. Kasi epusi malamau kotosa mibeko mya mosala, elobi Alexis Dunia.

Trésor Boyongo

Mchezo wa kabumbu : équipes zimekosa franka na uongozi bora

Timu za kabumbu mjini Kisangani zimekosewa franka pamoja na uongozi bora kwa kufanya football professionnel. Kazi ya kucheza kabumbu haitoshe kuwalisha wachezaji na jamaa yao sababu ya malipo mabaya. Inaomba kutengeneza maneno.

Tinatoka kufanya safari mara tatu na wasichana wacheza kabumbu bila frais de mission", amesema Pépé Lisungi aliyeye Vice-Président wa EUFF (Entente Urbaine de Football Féminin). Ni kufuatana na wakati mwezi wa saba uliopita jimbo la mashariki (Province Orientale) ilienda kucheza championnat mjini Goma. Liwali wa jimbo akawalipia avion (ndege) ya kwenda na Fondation Darwezi ikawalipia fasi ya kulala, chakula na prime mda wa juma mbili. Championnat kuisha tu, ikawa mateso kwa timu ya Province Orientale. Franka ya kulipa ndege ya kurudia ikakosekana, "Tulikuwa tunakula kopo 5 ya maharagi na kopo 10 ya mchele watu 20 ; na tukilala wote katika darasa 2 (salles de classe) kwenye Institut Technique Goma kwa bei ya 20\$", amesema kwa uzuni mchezaji wa kike mmoja. Bahati watangaza habari kusemasema ikatuma liwali wa jimbo la mashariki pamoja na Fondation Darwezi kulipa avion ya kurudia Kisangani.

Kila mara wanamichezo (sportifs) wa P.O, hasa wacheza kabumbu, wakienda kucheza mbali, franka mpaka itoke kwa liwali wa jimbo na watu binafsi (particuliers). "Mwezi wa 4 uliopita, serkali ya jimbo (gouvernement provincial) ilileta 50 000\$ kwa timu la Malekesa pia 10 000\$ kwa liile la Nika", amehakikisha Modeste Kazine, aliyekua directeur de cabinet waziri wa michezo jimboni. Haitoshe, mabaya ni mengi. "Kuna wakubwa wa kabumbu ambao kazi ni kupendeleana. Wanaposaidiwa na pesa kutoka timu, match inakuwa ya kupendeleana. Kila mara championnat inaanza na retard baada ya fujo kila siku ku terrain kati ya wakubwa, wachezaji na mashabeki (fanatiques)", amesema Docteur Kabemba, aliyeye président wa EUFFKIS (Entente Urbaine de Football de Kisangani). Chef de bureau des sports, bwana Martin Kandeke ameingiza kusema kuwa sheria ya kabumbu bado kuheshimiwa kama kawaida.

Timu zimekosa uongozi bora

Ni liwali wa jimbo aliyesaidia Tout Solide Malekesa kwa kucheza na TP Mazembe tarehe 17 agusti iliyo-pita. "Hatujue ni ngapi, lakini ni gouverneur aliyelipa vyote; tunaishi kwa sadaka. Hatuna salaire, hatuna contrat kama inavomba FECOFA", amesema Fali Lianga capiteni wa Tout Solide Malekesa. Timu zimekosa uongozi bora kwa nusu ya pesa wanayopata. Haijulikane franka inapita njia gani, hata wakati

transfert ya wachezaji inalipiwa. Kila mara ni watu wachache wanaotia franka yote mfukoni. "Inaomba timu za kabumbu kuwa na mabarua ya uongozi (statuts et règlement d'ordre intérieur). Wanapshwa kufata sheria kutoka FIFA, FECOFA...", amehimiza chef de bureau urbain des sports et loisirs. Fasi nyingine timu za kabumbu zinaingiza franka kama vile société commerciale. Mjini Kisangani wachezaji kapewa 70% ya franka inayolipwa wakati wa match ku stade. Lakini haitoshe sababu wengi kati ya waangaliaji (fanatiques, viongozi, askari...) kaingizwa kwa uwizi (fraude) ama bila kulipa. Mashabeki (fanatiques) wamepigia timu kifua, ila wameshindwa ku toa mchango wao (cotisation) hata kidogo.

Sponsors na viongozi wamekosekana

"Tumekosa sponsors. Tunaishi kwa cotisations kidogo kutoka kwa wanamemba wa kamati (comité), kwa msaada wa wanasiasa (politiciens) ao serkali ya jimbo. Kila mara misaada yenyewe katufikia karibu na match kuanza", amelalamika Fali Lianga. Hakuna hata discipline sportive moja inayopata sponsor.

mbele", amenungunika entraîneur wa Cercle Sportif Makiso.

Katika historia, Province Orientale haijawahi kupata coupe nationale de football.

Hortense Basea

MONGONGO

Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Ernest Mukuli

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla, Serge César Ndahora

Traduction

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Dessin : Roger Bamungu

Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel : (24 numéros) 20 \$.

Abonnement de soutien : 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale et Faculté des sciences Unkis, Gradi-Jeunes, La poste, Espace culturel Ngoma, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussé Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas, Paroisse Christ Roi Mangobo,



L'équipe de Tout Solide Malekesa, quelques minutes avant un match de football au stade Lumumba de Kisangani © Mongongo

Kuanguka kwa ma kampuni (société, entreprises) kunasababisha ukosefu wa sponsor. SORGERIE na SO-TEXKI hawaendeleo tena kusaidia timu yao ya basket na ya kabumbu. BELTEXCO inapanga mashindano ya kinga mara moja moja. "Tuliona mjini Kinshasa wachezaji wa Racing Club na alama ya Raw Bank. Kinatukosa nini kufanya hivo?", wamejiuliza wachezaji wa Malekesa. "Wakubwa wa nchi nafasi nyingine wametoa mwito kwa wenye mali kusaidia sport", amesema secrétaire wa EUFFKIS wa zamani. "Kisangani ina stades municipaux 10 na wachezaji wenye ufundi wa kabumbu, lakini wameshindwa kusonga